

François Bayrou ou la droite dans les idées

Nous avons désormais la « chance » de disposer du programme économique et social -la « social-économie »- de **François Bayrou**. Si l'on passe sur les propositions purement démagogiques -un référendum sur les retraites ! -, l'essentiel permet de voir que ce programme est « **UMP-compatible** ».

Pour le pouvoir d'achat c'est une pâle copie de Nicolas Sarkozy.

François Bayrou fait l'impasse sur la question du pouvoir d'achat : rien sur les salaires et le niveau des pensions des 13 millions de retraités (au risque de laisser se paupériser une part non négligeable de notre population); rien sur les prix (produits de consommation courante, prix du logement ou de l'énergie)

Pour élever le niveau de vie, les propositions se limitent à l'octroi aux entreprises de nouvelles exonérations de cotisations sociales portant sur les heures supplémentaires (taux majoré de 35%).

Cela ressemble au « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy.

C'est un **non sens juridique et économique**. En effet, ce ne sont pas les salariés mais les employeurs qui décident de recourir aux heures supplémentaires. De plus, la proposition de François Bayrou se heurte à l'insuffisance de la demande économique.

La première valeur du travail, c'est son prix. Or, cette proposition exclue de facto, les deux salariés sur trois qui n'ont tout simplement pas accès aux heures supplémentaires, ainsi que le million de salariés à temps partiel subi (dont 80% de femmes) ;

C'est un nouveau cadeau fiscal consenti aux entreprises.

Près de 2,8 milliards d'euros, sans la moindre obligation de la part de l'entreprise. Les effets d'aubaine seront conséquents ! Aucune condition n'est fixée pour être éligible à l'allègement.

Pour l'emploi, c'est une copie délavée des échecs du passé :

Les exonérations de cotisations sont massives et indifférenciées. Ainsi ses « deux emplois francs de cotisations » par entreprise seraient excessivement coûteux pour la collectivité et provoqueraient des effets d'aubaine massifs à l'avantage des entreprises, de loin les plus nombreuses, qui auraient embauché même en l'absence de ces exonérations..

Les caisses sociales seraient privées de 4 milliards d'euros. Aucune limite n'étant fixée, il sera possible pour les entreprises d'utiliser ce dispositif pour défiscaliser les emplois les plus rémunérés.

Pour la fiscalité, on peut parler de fortune en héritage.

François Bayrou propose d'**aggraver les réformes fiscales injustes de ces dernières années**. Il a la volonté d'abaisser fortement, jusqu'à les vider de leur contenu, l'impôt sur la fortune et l'impôt sur les successions. Il s'engage à **exonérer de droits toutes les successions en ligne directe inférieures à 200 000 euros**. Cette quasi suppression des « droits de donations et de successions pour tous les patrimoines petits et moyens » est une supercherie qui masque une mesure d'une injustice rarement atteinte. En fait, **cette dernière proposition dédouanerait les français les plus riches du paiement de cet impôt.**

Elle priverait le budget de l'Etat de près de 5 milliards d'euros par an, soit l'équivalent de 700 écoles ou encore 900 crèches. Clairement, au prétexte de favoriser le fruit du travail, Bayrou favorisera l'héritage et la rente.

« L'autre chemin » de François Bayrou mène simplement à droite !

Selon Arguments et Ripostes n°27/
Parti Socialiste 10, rue de Solférino 75333 Paris cedex 07